

Postulat électoral et «théorèmes» partisans



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

«Ils ne moururent pas tous, mais tous en furent atteints.» Tout comme ces «animaux malades de la peste», nos bêtes politiques sont à leur tour affectées par le syndrome de la culpabilité. Depuis l'ouverture de ce fameux procès, ils ont perdu de leur superbe, cette morgue de dispensateurs de leçons de civisme. C'est que cette sombre affaire avec ses relents de concussion a transformé le privilège de la charge politique en fosse à purin. L'on devine sans effort que dans les allées du pouvoir l'atmosphère est devenue à peine respirable jusqu'à se demander s'il est encore secourable pour sa crédibilité de se contenter de quelques congédiements pour taire la critique, étouffer la grogne sociale et enfin renouer avec ses propres certitudes. Car malgré la contamination des institutions, il se garde bien de prendre la moindre mesure conservatoire se contentant au mieux de traiter le mal par les ersatz de textes comminatoires qui resteront lettres mortes. Loin de rassurer, il s'obstine à ferrailer en secret pour soustraire à la connaissance publique nombre de pratiques peu ragoutantes liées à ces gâchis que l'on juge. A l'image de ces trains qui s'escamotent en se croisant, le procès qui se tient cache un autre qui n'aura jamais lieu. Les actes d'escroquerie qui se jouent précisément ont justement

l'avantage de faire bénéficier d'un «non-lieu» politique le soupçon de gabegie de l'Etat.

C'est du moins ainsi qu'est perçue la médiatisation bienveillante d'une procédure de mise en accusation de quelques seconds couteaux alors qu'en toile de fond, plane l'ombre portée des maîtres d'ouvrage à l'immunité inaltérable. Bref, le pays vit depuis un mois au rythme de deux prétoires. L'un surréel puisqu'il finira bien par «entauler» deux ou trois dizaines d'aigrefins sans jamais faire toute la lumière ; et l'autre tout à fait virtuel au sein duquel l'opinion réécrit à sa manière les réquisitoires. Ce ne sont donc plus les ministres qui, ces jours-ci, se fendent en laïus au nom de la République, mais la République des juges qui interroge et le «café du commerce» qui commente et refait le procès. Cependant, entre le mutisme paradoxal des gens du sérail et le bruissement des apartés échangés dans la salle des pas perdus du tribunal, quelques voix politiques se sont, enfin, fait entendre. D'abord celle de Saïd Saïd requinqué par une réélection quasi soviétique à la tête d'un RCD convalescent, ensuite celle de Louisa Hanoune à la clairvoyance politique certes embuée par un trop-plein de connivences mais néanmoins grande pourfendeuse des ennemis de classe.

«Il» et «elle» ont choisi de surfer sur cette actualité préférant se projeter sur les futurs enjeux électoraux. Implicite, ils reprochent à la presse une focalisation excessive sur ce qu'ils estiment n'être qu'un aspect contingent d'un dérapage de la gouvernance comme si le système en soi était fondamentalement vertueux.

Même si par «panurgisme» éditorial, les journaux ont tous broûté dans le même sujet jusqu'à l'activité politique des partis, ces derniers à leur tour ne sont pas exempts de reproche. Quand les a-t-on entendus donner leur avis sur les implications politico-financières de l'affaire Khalifa ? Cela fait trois années que l'opinion sollicite leur lumière pour éclairer ce dossier trouble. En vain. Pourquoi à-t-il fallu, par exemple, au leader du RCD toute cette précaution et cette réserve avant de révéler que lui également était en possession de noms d'hommes politiques impliqués et d'ajouter que ce genre de listing se trouve dans de nombreuses ambassades étrangères ? Quant à la secrétaire générale du PT, pourquoi trouve-t-elle matière à s'émouvoir du harcèlement judiciaire que subit le patron de l'UGTA quand le procès nous révèle qu'il n'a pas seulement rédigé un faux P-V d'un conseil d'administration mais vendu de gré à gré un patrimoine immobilier des travailleurs (le siège du journal *Révolution et travail*) ?

Non seulement ces partis (et les autres, évidemment) sont demeurés en retrait de la vie sociale mais ils ont rarement relayé le pessimisme national en interpellant le pouvoir en temps réel. Pire, ils lui ont parfois fait la courte échelle quand il lui fallait solder un combat républicain (le RCD et le référendum sur la réconciliation de 1999) ; ou bien lorsqu'il avait besoin d'un lièvre pour se perpétuer à travers une présidentielle pluraliste (Hanoune candidate en 2004). Ce sont donc ces petites compromissions, même si entre-temps la rupture a permis de se faire une virginité, qu'il faut traquer dans ses tentations nouvelles sous peine d'être assimilé cette fois à un suppléant, quand, par le passé, l'on affichait orgueilleusement son statut de compagnon de route.

Qu'est-ce à dire si ce n'est que le RCD, notamment, envisage clairement de participer au simulacre des élections législatives en ambitionnant de fédérer les démocrates jusque-là divisés. Or, ce n'est pas le réalisme tactique qui fait a priori problème mais bien la question de fond concernant la nature même du régime.

Dans l'état actuel des choses et jus- qu'au style qui le caractérise, le pouvoir a-t-il évolué sur la problématique des libertés politiques au point de mettre un terme à la captation des urnes ? Dans les faits, rien n'indique qu'il le veuille et que, par conséquent, le RCD aspire tout simplement à imiter le PT de Hanoune et insérer ce vague «front» des démocrates dans le jeu du système.

De Saïd à Hanoune, chacun souhaite jouer sa partition sous couvert d'un débat sur le renouvellement des assemblées délibérantes mais tous s'interdisent de considérer le régime pour ce qu'il est dans la réalité. La recette qui est éminemment politicienne a toujours permis de découpler les ambitions partisans du seul procès qui vaille la peine en démocratie : celui de la légitimité centrale. En effet, qu'entend-on chez l'une ou l'autre, si ce n'est que même dans la configuration actuelle de l'Etat, les possibilités de sortie de crise existent. Elle, pour sa part, s'efforce par une sorte de dialectique de bazar à n'imputer qu'au complot extérieur l'origine de nos maux ; alors que lui, en météorologie politique, estime le temps venu pour fonder un véritable contre-pouvoir de l'intérieur. Devant tant de certitudes, ne faut-il pas leur demander comment survivre en démocrate institutionnel dans un cadre tyrannique ? Curieuse convergence dans l'art d'épargner un régime qui n'en demande pas tant. L'une ne fait-elle pas dans la conjuration d'exorcisme pour donner de la marge au prince ? Et l'autre n'est-elle pas obsédée par l'utopie du réformisme à petits pas et de l'entriste pacifique quand le pouvoir est violemment sans partage ?

En fait, tous les deux n'énoncent que des théorèmes partisans dont la vérification est par définition relative dès l'instant où leurs valeurs sont indexées au postulat de l'allégeance. Expliquons-nous : le vocable de «théorème» ne désigne-t-il pas étymologiquement l'expression d'un système formel démontrable à l'intérieur du système ? Tout est résumé dans cette contrainte première qui agit comme un nœud coulant et ne peut qu'être suicidaire en termes politiques chaque fois que l'on veut s'en affranchir. Mais alors que reste-t-il hormis les «théorèmes» pour faire valoir ses convictions et participer à la promotion de la démocratie ? Eh bien simplement la théorie ou plus généralement l'idéologie, lesquelles s'énoncent «contre» et non plus «par rapport à...». Bien évidemment, la pratique consensuelle ne manque pas d'avantages. Celle des compromis politiques précisé-

ment n'est possible qu'en démocratie réelle. Là où nous ne sommes pas encore parvenus, bien que tous les régimes qui se sont succédés aient prétendu le contraire. Depuis 1989, l'Algérie n'a eu de cesse de se targuer d'avoir rompu avec le «centralisme» et de s'être dotée des instruments de la démocratie avec ses assemblées, ses partis et ses élections. Mais là où le caractère factice d'une telle architecture est apparu, c'est lorsque émergèrent les manipulations et que s'imposèrent les illusionsnistes des urnes. Au bout de quelques scrutins, la réalité du système démentitersa tous les «théorèmes» partisans auxquels ne demeurèrent attachés que les appareils que l'on sait. Toutes les consultations de 1996, 1997 1999, 2002 et 2004 furent autant de mascarades. Dès lors, il fallait aux démocrates lucides de clarifier des notions pourtant élémentaires et de sens commun. Il s'agissait de savoir ce que l'on entend par «peuple» politiquement, de comprendre à quel soi prioritairement un «parti» et comment s'éduque un «militant». Puis dans une autre mesure, examiner quelles sortes de libertés un pouvoir tolère, qu'elles en sont les garanties et quels sont les groupes ou les individus qui en bénéficient ou qui en sont exclus ?

C'est à partir de ce catalogue non exhaustif que, par le passé récent, des boycotts se décrétèrent. Depuis, à ce que l'on sache, ce même questionnaire demeure d'actualité. Car il suffit de faire la démonstration par l'absurde de la déliquescence de l'Etat pour conclure qu'il n'est de libertés politiques qu'au sein d'un Etat libre.

H. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

AVIS DE DECES

Z'hor, son épouse, née Boualga, ses enfants Chakib et Ibtissem, Bachir et Kawther, Salim, Walid, les familles Senhadji, Boualga, Scherikh, Cheboub, parents et alliés ainsi que ses amis ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté



général Fouad SENHADJI des suites d'une longue maladie, dans sa 64^e année. L'arrivée du corps est prévue aujourd'hui 17 février 2007 à 14 heures au salon d'honneur de l'aéroport Houari-Boumediène. L'enterrement aura lieu le 18 février 2007 après la prière du dohr au cimetière Sidi Naâmane - Route de l'Observatoire près du CRAAG à Bouzaréah. Adresse du domicile mortuaire : 14, la Fantan Bouzaréah.

CONDOLEANCES

Très peiné par la disparition de leur ami et confrère Abderrahmane Mahmoudi, la direction, les journalistes et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie*, présentent leurs sincères condoléances à la famille du défunt et à leurs confrères du quotidien *Le Jour d'Algérie* et de l'hebdomadaire *Les Débats*. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde sympathie.

POUSSE AVEC EUX !

Bricoulage !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



«Attentats de Boumerdès et de Kabylie. Le caissier de Khalifa avait un alibi.»

Aut alors !

Nos chers responsables ont raison de déclarer que le «GSPC prouve sa faiblesse en recourant à l'attentat à la bombe». Non seulement le GSPC est faible, mais en plus il est faible. Kece ke cé que ces tango qui, à l'heure des horloges atomiques, à l'heure de la mondialisation, à l'heure de la télé HD et de l'ADSL dans la boucle du ceinturon n'arrivent même pas à synchroniser l'heure de leurs attentats ? C'est franchement pas sérieux. Ça fait sous dév' ! On n'a absolument rien à craindre de piètres barbus qui font péter une bombe à 4 heures 18 minutes, une autre à 4 heures 20, une autre à 4 heures 22, une autre encore à 4 heures 27, et les trois dernières entre 4 heures 30 minutes et 5 heures. Comment voulez-vous qu'après, les Occidentaux continuent à nous accorder du crédit et ne nous raillent pas en nous lançant à la figure «c'est du travail arabe » ! Yal khawa, comment vous êtes-vous arrangés pour rater la synchroni-

sation de vos tocantes ? C'est pourtant pas compliqué : assis en tailleur dans une clairière, vous regardez tous au même moment vos montres, et l'émir dit «à ma breloque, il est 19 heures. Régions l'horaire du feu d'artifice à 4 heures 18 précises». Y a vraiment pas besoin de sortir d'un grand camp d'entraînement militaire de Kandahar pour comprendre le truc, non ? Une montre, c'est un machin rond ou carré avec un remontoir sur le côté. Y a une grande et une petite aiguille. Fallait juste vérifier que les petites et grandes aiguilles de tous les frères se positionnaient de la même manière avant de décider de l'heure H. Au lieu de cela, rien, une grande foire, une désorganisation totale, des retards inadmissibles, même à ce niveau-là de terrorisme résiduel. Attention ! Vont pas être contents à la direction générale d'Al-Qaïda. Si vous ne rectifiez pas le tir, vous risquez même de vous voir retirer la franchise pour le Maghreb. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

NISSAN TIIDA, tellement spacieuse & confortable
que vous vous croirez dans votre salon

SHIFT, confort

NISSAN ALGERIE
Palais des Expositifs, El Mohammadia,
Tél : 021 21 98 04 & 05 - Fax : 021 21 98 03
www.nissan.dz